

Le classement « écolo » des candidats

vendredi 6 avril 2007, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 30 mars 2007).

Nous avons été étonnés par le premier classement « écolo » des candidats [voir ci-dessous]. La coalition d'associations environnementales revoit aujourd'hui sa notation, en forte progression pour ce qui nous concerne (voir dépêche AFP ci-dessous). Le hic, c'est que pas une virgule de notre programme écologique n'a changé entre temps. Peut-être la mauvaise note initiale voulait-elle sanctionner notre refus de signer le Pacte écolo de Hulot et pas le contenu de notre programme ? Aujourd'hui, nous regrettons d'autant moins de ne pas avoir signé le pacte de Hulot quand on voit le crédit qu'accordent les signataires eux-mêmes à leur engagement. Nicolas Hulot fait l'amère expérience de ce que valent les promesses des Sarkozy, Bayrou et Royal. Quant à nous, nous trouvons et trouvons toujours que les mesures proposées par le Pacte de Hulot ne sont pas à la hauteur de la gravité de la situation. Vous pourrez trouver l'essentiel de nos propositions sur ce site <http://besancenot2007.org/>. Utilisez les accès suivants : Foire aux questions (?), Mesures d'urgence ou Notre programme....

PARIS, 30 mars 2007 (AFP) - Ségolène Royal, Olivier Besancenot et François Bayrou sont en progrès dans le 3^e et dernier bulletin de notes établi par l'Alliance pour la planète, une coalition d'associations de défense de l'environnement et d'organisations diverses, et publié vendredi. Dominique Voynet (les Verts) est toujours en tête du classement avec une moyenne de 17,5/20 (après 16,5/20 le 26 février et 11/20 le 12 décembre) devant Ségolène Royal avec un 16/20 (13 et 6,5 lors des précédents classements) qui se trouve ex-aequo avec le candidat altermondialiste José Bové (pas noté précédemment). Olivier Besancenot (LCR) passe de 8/20 à 13,5/20 et se hisse à la 4^e position, passant devant François Bayrou (UDF) qui obtient un honorable 13/20 (après 9/20 et 5/20). Tous les autres candidats sont en dessous de la moyenne : Marie-George Buffet (PCF - 9,5/20), Nicolas Sarkozy (UMP - 8,5/20), Philippe de Villiers (MPF - 7/20). Jean-Marie Le Pen (FN), Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) et Frédéric Nihous (CPNT) ferment la marche avec 6/20. Le programme de Gérard Schivardi (Parti des travailleurs - extrême gauche) est considéré comme « non évaluable ». « Seuls Ségolène Royal, Olivier Besancenot et François Bayrou ont sensiblement amélioré leur note par rapport à celle du 26 février. Les autres candidats ont très peu fait évoluer leur programme », commente Serge Orru, directeur du Fonds mondial pour la nature (WWF-France). « Les écarts se creusent entre les candidats, notamment autour des quatre moratoires préconisés par l'Alliance, sur les OGM, le projet de réacteur nucléaire EPR, la construction de nouveaux incinérateurs et le développement autoroutier », souligne Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace France. Nicolas Sarkozy n'a pas amélioré sa note (8,5/20) par rapport au 26 février et est ainsi en retard sur ses concurrents. « Sa rencontre avec les associations environnementales, samedi 31 mars, lui offre l'opportunité de prendre des engagements beaucoup plus forts pour l'environnement », indique l'Alliance. Le candidat UMP a réaffirmé jeudi à Chamonix (Haute-Savoie) qu'il appliquerait « scrupuleusement le Pacte écologique de Nicolas Hulot ». L'Alliance souligne cependant que son système de notation est établi sur la base de ses propres critères et non d'après le Pacte écologique. Les résultats sont disponibles sur le site www.lalliance2007.fr ea/mpf/Glk

« L'Alliance pour la planète » et les candidatures présidentielles : un drôle de classement...

27 février 2007

C'est avec étonnement que la LCR prend connaissance de la publication par « l'Alliance pour la planète » d'un classement des partis présentant les candidats à l'élection présidentielle, selon le niveau de leur engagement écologiste.

Nous sommes surpris de constater que ce classement place devant la LCR l'ensemble des partis productivistes et nucléocrates, PS, PC, UDF et UMP, ceux -là mêmes qui ont mené les politiques conduisant aux destructions environnementales de ces dernières décennies ! La LCR rappelle son engagement écologiste de longue date, au-delà des effets de mode médiatique, notamment à travers les luttes antinucléaires. Elle n'aura pas attendu le succès médiatique de Nicolas Hulot pour par exemple rejoindre le réseau Sortir du Nucléaire, et se prononcer pour la nécessité d'alternatives au nucléaire, ou encore pour être aux côtés des faucheurs d'OGM pour réclamer l'interdiction des organismes génétiquement modifiés en plein champ ou dans la nourriture animale et l'interdiction de brevetabilité du vivant.

De même, nos propositions pour un autre modèle agricole font dépendre les aides publiques de critères sociaux et environnementaux, afin de réduire fortement l'usage d'engrais et de pesticides et une utilisation économe de l'eau.

En matière de transports, il faudrait réellement se demander ce qu'ont fait les partis au pouvoir pour, par exemple, limiter les transports de marchandises par la route et développer le rail ainsi que les transports en commun. Pour notre part, nous revendiquons une gratuité de ces derniers afin de réduire l'incitation pour la voiture individuelle. Au-delà de l'arrêt des constructions de nouvelles autoroutes, que nous revendiquons, il nous semble nécessaire d'interdire rapidement le transport routier longue distance et international et du transit via la France.

Concernant le logement, nous défendons le principe d'un service public du logement qui puisse mettre en œuvre une politique de sobriété énergétique à partir d'un plan de rénovation et d'isolation de haute qualité environnementale des bâtiments neufs. Parallèlement, il faudra systématiser les nouveaux modes de production de chauffage et d'électricité, notamment par l'installation de panneaux solaires sur les bâtiments neufs.

En matière industrielle, nous estimons nécessaires que des normes contraignantes sur la sobriété énergétique de ce qui est produit (voitures, appareils ménagers...) soient édictées, sous peine de refus de mise sur le marché de ces produits.

Enfin, les industries doivent être contraintes à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre par un système de quotas d'émissions bien plus contraignant qu'aujourd'hui. Nous rappelons que nous n'avons pas signé le « Pacte écologique » de Nicolas Hulot du fait de l'inconséquence de ce projet face à la profondeur de la crise écologique mondiale, et que nous nous en sommes expliqués en rencontrant N. Hulot et analysant ses propositions. Nous ne pouvons que nous interroger sur les méthodes d'évaluation utilisées par « l'Alliance pour la planète » et sur l'objectif de cette démarche puisqu'à aucun moment l'« Alliance » n'a demandé à débattre avec la LCR ni ne lui a soumis ses propositions.

Notre combat continuera, pour des luttes écologistes indissociables des luttes d'émancipation sociale, et portées à une échelle internationaliste.

- **L'autre Nicolas.**

Rouge n° 2200 du 5 avril 2007

Nicolas Hulot a l'air de considérer qu'il s'est fait avoir. C'est sans doute pourquoi il avait organisé, dimanche 1^{er} avril, un grand meeting au Zénith et un rassemblement au Trocadéro, histoire de rappeler aux (grands) candidats qu'ils sont censés avoir pris des engagements. Ce qui se passe était pourtant éminemment prévisible : la promptitude des candidats à se faire photographier, en train de signer le « Pacte écologique », aux côtés du très médiatique animateur n'avait d'égal que leur désinvolture totale à l'égard des questions qu'il a tenté de soulever. C'est l'une des raisons qui ont conduit la LCR et Olivier Besancenot à se dispenser de cet exercice. Non par manque d'intérêt pour ces questions mais, précisément, du fait de leur importance et de la nécessité d'y apporter des réponses à la hauteur. Des réponses radicales, qui s'attaquent aux causes et aux responsables : les multinationales de l'industrie chimique et automobile, l'agriculture productiviste, les politiques libérales !